



Association des commissions scolaires anglophones du Québec
Quebec English School Boards Association

Avis de l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec
Au Ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
Monsieur Jean-François Roberge

Sur la réouverture des services éducatifs scolaires
dans les écoles et centres des commissions scolaires anglophones du Québec

Le 30 avril 2020

(Version française)

Contexte

Le lundi 27 avril, le gouvernement du Québec a dévoilé un plan pour la réouverture graduelle des écoles primaires du Québec. Les écoles secondaires demeurent fermées pour le reste de l'année scolaire.

Le plan du gouvernement exige que les écoles primaires à l'extérieur de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) rouvrent leurs portes le lundi 11 mai. Les écoles de la CMM doivent rouvrir le mardi 19 mai.

Les élèves ne seront pas tenus de se présenter à l'école. Les programmes de formation professionnelle peuvent reprendre leurs activités selon le même horaire, avec de plus petits groupes. Les cours de formation pour adultes en personne ne recommencent pas.

Plusieurs conditions doivent être réunies en ce qui concerne la réouverture des écoles et ces centres) :

- Taille réduite des classes (maximum de 15 élèves)
- Maintien des exigences de distanciation physique (2 mètres)
- Mesures sanitaires renforcées
- Pas de repas en groupe
- Pas de classes d'éducation physique
- Une réduction de 75 % de la capacité estimée des autobus scolaires (une exigence du ministère de la Santé publique)
- Aucun employé âgé de 60 ans ou plus ne devrait se présenter dans une école

La situation actuelle

Quoique les risques pour la santé et la sécurité d'établir de grands groupes dans les institutions publiques fasse toujours l'objet de débats, nous reconnaissons la nécessité de rouvrir les écoles de façon graduelle et gérable, idéalement avant la fin de l'année scolaire en cours si les circonstances le permettent. Notre opinion arrêtée est que pour l'ensemble de la population étudiante du primaire au Québec, la réouverture en deux temps à seulement une semaine d'intervalle ne constitue pas un retour à l'école sécuritaire et mesurable pour notre personnel et nos élèves. Or, il s'agit d'une responsabilité et de conséquences que le gouvernement du Québec et les autorités de santé publique ont assumées jusqu'à présent.

Ce sont les défis pratiques et opérationnels associés à l'atteinte de cet objectif à l'échelle de la province dans les délais prescrits qui nous préoccupent, de même que le bien-fondé du plan sur l'île de Montréal, étant donné que cette région est encore un « point chaud » très actif de la COVID-19.

En date du 30 avril, beaucoup trop d'inconnues subsistent, lesquelles compromettent la capacité des commissions scolaires à rouvrir les écoles de manière sécuritaire et efficace. D'après notre évaluation, la mise en œuvre de ces mesures variera considérablement au sein des différentes commissions scolaires et pourrait même être impossible dans certaines régions. Par ailleurs, nous sommes convaincus que dans plusieurs écoles, les lignes directrices internationales en matière de santé que nous avons citées dans nos recommandations antérieures ne peuvent être respectées dans les délais prévus (ces lignes directrices sont présentées dans le document de l'OMS intitulé *Considerations in adjusting public health and social measures in the context of COVID-19 – Interim guidance*, 16 avril 2020, disponible au : <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/331773/WHO-2019-nCoV-Adjusting-PH-measures-2020.1-eng.pdf>).

L'annonce de cette semaine par le gouvernement a été faite en l'absence de consultation adéquate et sans préavis auprès des élus scolaires qui ont les connaissances et l'expertise nécessaires pour élaborer un plan exécutable et le mettre en œuvre avec efficacité. Faire une annonce si importante sans partager les données, la recherche et l'analyse voulues a eu pour effet de transférer les risques et les répercussions d'un plan peu développé du ministre de l'Éducation vers les administrateurs des écoles et des commissions scolaires sans leur contribution essentielle à sa conception.

Dans le cadre d'une consultation adéquate, les données sur le nombre d'élèves, d'enseignants, de membres du personnel de soutien et de conducteurs d'autobus qui sont disponibles auraient été analysées avant d'annoncer un plan au public. Une analyse préalable aurait révélé de fortes disparités dans la mise en œuvre du plan d'une région à l'autre et, en fait, d'une école à l'autre dans les régions suburbaines et rurales. Ce sont là des données qui auraient dû être recueillies pendant les deux semaines avant une annonce publique – pas les deux semaines qui la suivent.

Plutôt que de susciter la confiance du public, ce plan annoncé précipitamment par le gouvernement a eu pour effet d'accroître considérablement les niveaux d'anxiété et de stress, notamment chez les enseignants et les parents, de même qu'au sein de la population en général. Cela est clairement illustré par une pétition, déjà signée par plus d'un quart de million de citoyens, demandant que la réouverture des écoles soit reportée jusqu'en septembre.

Position de l'ACSAQ

Nos neuf commissions scolaires anglophones maintiennent que leur priorité a toujours été et demeure la santé et la sécurité de nos élèves, notre personnel et leur famille. Bien qu'aucune commission scolaire anglophone ne rouvrira aucune de ses

écoles et aucun de ces centres plus tôt que les dates proposées par le gouvernement du Québec, les commissions scolaires anglophones respectives décideront si et quand chacune de ses écoles et chacun de ses centres peut rouvrir, après avoir déterminé que toutes les conditions nécessaires peuvent être réunies dans chaque cas.

Les neuf commissions scolaires anglophones du Québec tiennent à rappeler respectueusement au gouvernement du Québec et au ministre de l'Éducation que nous continuons de faire valoir notre autorité constitutionnelle et juridique de gérer et de contrôler notre système scolaire de la minorité linguistique et qu'il relève de notre responsabilité envers la société de prendre les bonnes décisions pour nos communautés.